



« EUROPE, REVEILLE TOI ! »

Intervention de Philippe Herzog à Trans Europe Experts

3 février 2014

Intervention de Philippe Herzog à Trans Europe Experts, le 3 février 2014, à l'occasion de la sortie de l'ouvrage « *Europe, réveille-toi !* » de Philippe Herzog. Cet ouvrage, fruit d'un vrai engagement politique et sociétal, lance un cri d'alarme pour l'Europe et un appel à la société civile.

On est en présence d'un élément d'actualité : les élections européennes en mai 2014. Elles sont à « *haut risque* » car on anticipe une montée d'eurosceptiques et europhobes au Parlement européen, et pour les futurs actes politiques qui vont être entrepris. Les partis politiques sont très divisés et leurs programmes reflètent ces divisions. En conséquence, l'extrême droite a de grands espoirs, ce qui révèle un déficit démocratique français mais pas uniquement français, ainsi que la mauvaise qualité de la préparation de ces élections.

Le constat est le suivant : l'Union européenne est en difficulté, mais ce n'est pas une fatalité. Par exemple, pendant l'entre-deux guerres on a su trouver des ressorts individuels et collectifs pour en sortir. Si on a l'ambition d'engager des changements importants, cela demande du temps mais cela n'est pas infaisable. Des manifestes commencent à être signés, des appels sont lancés.

L'ouvrage « *Europe : réveille-toi !* » n'est pas un livre de circonstance. Il est écrit dans l'esprit de compréhension des enjeux et des engagements. Aujourd'hui on est en présence d'un triple défi : susciter une prise de conscience (c'est un défi culturel : il faut faire appel à la conscience) – redonner un sens à l'engagement – établir un espace démocratique (nous n'avons pas une démocratie, ni au niveau national ni communautaire).

L'ambition doit être élevée, car ce n'est pas qu'une affaire d'intérêts. Règne l'indifférence au niveau européen, par exemple concernant les prochaines élections. On est sorti de l'après-guerre en étant dans la culture du « *plus jamais cela* » et en



créant la Communauté européenne. Or pour les jeunes générations on n'est plus dans la culture de l'holocauste ; il faut le rappeler, et même cela ne suffit pas, il faut ouvrir aux jeunes une nouvelle perspective d'Europe.

Les carences éducatives sont très importantes. Václav Havel a dit : « *Un européisme conscient n'a que peu de traditions* ». Cela signifie qu'on n'a pas des siècles de projets européens. Notre monde actuel a muté, avec une révolution technologique mondiale. Jusqu' à la seconde guerre mondiale et un peu après, l'Europe était le centre du monde. Or, aujourd'hui ce n'est plus le cas, d'autres ont émergé. Face à l'internationalisation des échanges, il n'y a plus de frontières, on dépend les uns des autres. Et donc le renouveau, ou renaissance, de l'Europe intervient dans ce contexte.

L'époque des métamorphoses pour le bien commun appelle à créer une éthique, il faut aller vers la responsabilité d'autrui et construire une démocratie qui était jusqu'alors enfermée dans l'État nation. En outre, on ne sait pas se projeter à long terme.

Comment faire émerger une capacité de créer des actes sur le long terme ?

Dans un horizon de croissance il faut un projet, ce qui signifie une intention de faire, qui compte autant que le projet. Suite à une crise, on recherche des boucs émissaires : la finance américaine. Mais derrière cela, il y a des manquements politiques. Il faut changer le type de croissance, qui est dû à la dette française. Il y a d'immenses projets possibles que nous avons du mal à assurer et qui passent par des investissements longs. Pour construire une croissance différente dans un monde concurrentiel on se heurte aux résistances des Etats (par exemple sur la question du numérique). Il y a une fragmentation de l'Europe sur ces projets économiques et sociétaux.

Un problème de cohésion se pose. Sur le sens de ce projet : après-guerre, le projet est « *paix durable et prospérité* ». Aujourd'hui on les retrouve dans un autre contexte ; il faut rechercher une perspective de plein emploi qui suppose de la mobilité, une « *communauté de l'éducation du travail et de l'entreprise* ». Il faut créer une cohésion, une synergie européenne dans ces domaines. Mais ça ne se construit pas. Le deuxième sens du projet est la place de l'individu dans le monde : il faut présenter des modes de partenariat et de relations avec les autres (Afrique, Chine, Orient).

L'Europe connaît deux vices : elle s'est construite pour les citoyens, or il faudrait des valeurs partagées pour toute l'Europe, et qu'elles soient renouvelées. La gouvernance est technocratique. Son autre vice est que le marché n'est pas adossé à une puissance publique européenne : il n'y a pas de politiques communes (on ne partage pas



l'industrie, l'immigration, les services publics européens ont été difficiles à mettre en œuvre).

Quel est l'avenir de l'Europe ? Il faut consolider l'Union à 18, la crise l'a montré. Qu'en est-il de l'union des 28 ? Qu'en est-il de la volonté de certains Etats (la Grande Bretagne) de sortir de l'Union européenne ?

La Grande Bretagne veut renégocier les traités. En outre un certain nombre de problèmes se pose comme la mutualisation des ressources à laquelle s'oppose l'Allemagne. Si les Britanniques sortent, c'est un discrédit et un affaiblissement de l'Europe par rapport à l'extérieur. L'Europe peut être différenciée (il n'y a pas d'« *Etats d'Unis d'Europe* ») mais elle doit être unie (par la création d'un espace public etc).

L'Europe c'est l'unité dans la diversité. La cohérence et la solidarité passent par des projets et des traités. Il faut bâtir un espace démocratique. L'enjeu de la participation est grand car aucun pays ne peut sortir seul d'une crise intérieure. Il faut un dialogue entre les générations, informer, éduquer, donner un droit d'expression, délibérer les choix nationaux, or l'Etat fait écran entre les citoyens et l'Europe.

La participation est d'abord dans l'espace national puis dans l'espace communautaire (par exemple à travers les partis européens). Il faut également des élus responsables : la Commission européenne est devenue une administration, or on a besoin d'une Commission renforcée qui garde une autorité morale et acquiert une autorité politique. La position de la Commission doit être revue. De plus le Conseil ne rend de comptes à personne, il s'agit d'un « *scandale démocratique* ». La réhabilitation des Parlements nationaux, et un dialogue permanent entre élus nationaux et européens est nécessaire. Le Conseil d'Etat avait fait cet inventaire critique en 2006.

Sur le futur à long terme : allons-nous vers les « *Etats d'Unis d'Europe* » ? On pourrait avoir une fédération, du type suisse : il y a une vitalité démocratique du bas vers le haut, le haut est plus fort mais il ne peut pas agir sur le bas. Il faut dans tous les cas penser à une *Europe différenciée*, qui passe par la création de solidarités et des pactes qui demain seront plus forts.

Il faut partir du bas et non pas unifier le haut ; on devient européen par la connaissance d'autrui et donc il faut organiser les échanges entre pays, créer un espace public. L'Europe n'est pas « *faire une nation* » au sens des Etats-Unis. Il faut fonder l'Europe sur sa diversité.